DEPARTEMENT DE LA SARTHE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CINQUIEME CIRCONSCRIPTION



Elections législatives

SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

Mes chers Amis,

La FRANCE vient de vivre des heures graves. Nos Institutions et nos Libertés ont été menacées et le péril n'est pas encore écarté.

En dehors de l'action violente d'éléments extrémistes, certaines réactions et certaines revendications compréhensibles expliquent l'ampleur de cette crise.

Il est certain qu'après ces événements, des CHANGEMENTS doivent intervenir, même s'il doit en coûter à certains

— en instaurant, dans le domaine **politique, économique** et **social,** un **dialogue** qu'avec mes amis **Républicains-Indépendants** je ne cesse de réclamer, car, lorsqu'on réduit le rôle de discussion du Parlement et des Organismes représentatifs, le seul recours du peuple risque d'être la violence.

— en donnant une place plus importante à la **régionalisation et à l'autonomie des Collectivités Locales.**

— en faisant **participer** les Travailleurs et Employés à la vie de leurs entreprises.

— en assurant **l'Emploi** des Français par une expansion régionale et une réduction progressive de l'âge de la retraite.

— en faisant disparaître des **inégalités certaines** (salaires, retraites).

— en établissant une **fiscalité plus juste** pour tous : salariés, agriculteurs, commerçants et artisans...

— en assurant **aux Agriculteurs** un revenu convenable dans le cadre de l'Europe.

— en réformant **l'Université,** les méthodes d'**Enseignement,** les programmes.

MAIS IL NE S'AGIT PAS DE TOUT DETRUIRE NI DE REMPLACER TOUT CE QUI EXISTE

Quoi qu'en disent certains, depuis plusieurs années

des Progrès importants ont été accomplis :

pour l'amélioration du Pouvoir d'achat des Français,
pour l'équipement et l'expansion du Pays,
pour la mise en place de l'Europe économique, qui vient d'aboutir à un heureux accord pour l'Agriculture.

des Réformes ont été mises en chantier :

Mutation des structures agricoles et économiques,
Réforme des collectivités locales,
Intéressement des travailleurs,
Réforme de l'Enseignement.
Réforme fiscale.

L'heure n'est plus aux discussions entre les partis politiques, ni de savoir si l'on est pour ou contre le Président de la République, élu du Peuple et garant de nos institutions.

POUR REALISER CETTE POLITIQUE DE PROGRES ET DE JUSTICE SOCIALE NE NOUS LAISSONS PAS ENTRAINER PAR LA DEMAGOGIE...

Des revendications excessives entraîneraient la ruine de beaucoup d'entreprises, incapables de soutenir la concurrence internationale et augmenteraient encore le chômage.

Elles accroîtraient les charges des Agriculteurs.

VOUS DEVEZ CHOISIR

Entre ceux qui veulent gouverner avec les Communistes dont ils seraient les prisonniers et faire une politique

— qui remet tout entre les mains de l'Etat et supprime l'initiative individuelle.
— qui n'a jamais donné de bons résultats dans les Pays socialistes qui l'ont appliquée.
— qui ne serait qu'une étape vers une **Démocratie populaire totalitaire** et la suppression de nos libertés.

Qu'est devenue, depuis plusieurs semaines, LA LIBERTE DU TRAVAIL ?

ET CEUX qui sont d'accord pour faire les Réformes nécessaires et instaurer un véritable dialogue à tous les niveaux, dans une large union avec toutes les tendances nationales, **DANS L'ORDRE, LE RESPECT DE NOS INSTITUTIONS REPUBLICAINES et la LIBERTE.**

— Je respecte les idées de ceux qui s'opposent aujourd'hui à moi, ce qui est normal en démocratie.
— Mais pour sortir de la crise grave que traverse la France et préparer l'avenir de notre région, je vous demande de me renouveler massivement la confiance que vous m'avez accordée en mars 1967.

Suppléant :

Docteur André LEGUAY

Conseiller municipal.

Conseiller général de Vibraye.

Michel d'AILLIÈRES

Maire d'Aillières-Beauvoir.

Conseiller général de La Fresnaye-sur-Chédouet.

Député sortant.

CANDIDAT REPUBLICAIN INDEPENDANT

BELLANGER IMP. LA FERTÉ - BERNARD